



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 18/10/2024

Reçu en préfecture le 18/10/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20241015-2024\_47-DE



# DÉLIBÉRATION

2024/47

## **PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – VOLET PREVOYANCE**

### **EVOLUTION TARIFAIRE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025**

### **ADAPTATION AU DECRET N°2022-581 DU 20 AVRIL 2022**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Octobre 2024 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

**Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental.

**Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHAR, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique ;

**Vu** le décret 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement complémentaire de leurs agents ;

**Vu** le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

**Vu** la délibération du 30 septembre 2021 autorisant le Président à relancer la consultation sur le volet prévoyance des agents dans le cadre de la protection sociale complémentaire ;

**Vu** la délibération du 23 novembre 2021 portant attribution de la convention de participation prévoyance à SOFAXIS – INTERIALE selon les taux et garanties proposés ;

**Vu** la délibération du 26 septembre 2023 portant évolution tarifaire du contrat prévoyance au 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

**Vu** la demande de révision tarifaire proposée par RELYENS - INTERIALE ;

Le Président rappelle que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du département du Pas-de-Calais a été précurseur dans le domaine de la protection sociale des agents, en mettant en œuvre, et ceci dès 2019 un dispositif de couverture collective des frais de santé articulée autour de trois niveaux de garanties : sécurité, essentielle, renforcée. Mais également une convention de participation « prévoyance » destinée à couvrir la diminution de la rémunération des agents adhérents dans un certain nombre de cas et notamment en matière d'incapacité, d'invalidité, ou malheureusement dans le cadre d'un décès par le versement d'un capital décès à un ou des bénéficiaires.

Déployée conjointement par notre établissement et par le groupement composé de RELYENS – INTERIALE, la convention de participation prévoyance au travers du dispositif de protection sociale complémentaire « prévoyance » permet aujourd'hui de couvrir près de 400 collectivités, regroupant 10 760 agents.

Il faut rappeler que depuis sa mise en place en 2019, la convention de participation prévoyance a connu une relance du contrat en cours d'année 2021 à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour la mise en place d'une nouvelle convention et ceci en raison d'une sinistralité dégradée sur une période de 3 années contractuelles.

L'évolution des arrêts de maladie ordinaire et de longue maladie, longue durée oblige pour le maintien à l'équilibre de nos contrats, à une révision des cotisations. Dans la mesure où les cotisations des adhérents et elles seules permettent le financement des remboursements par les organismes de prévoyance, les tarifs de nos contrats vont subir une augmentation à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Les explications qui justifient et explicitent cette position sont relatives à :

- Une augmentation générale des arrêts de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée, grave maladie ;
- La fréquence des arrêts de plus de 3 mois, entraînant le passage à demi-traitement, a beaucoup augmenté depuis quelques années et s'est stabilisée à un niveau élevé avec une tendance à une nouvelle augmentation significative, l'âge impactant fortement la fréquence de ces arrêts, qui chez les plus de 60 ans est de 30 % supérieure à celle des 30-40 ans ;
- Un nombre d'entrées en invalidité qui augmente régulièrement avec pour principale cause un vieillissement de la population territoriale ;
- Un provisionnement des dépenses relatives aux indemnités de plus en plus important.

Dans ce contexte, tous les contrats collectifs vont être impactés plus ou moins significativement. Pour RELYENS et INTERIALE, l'impact des mesures reprises ci-avant se traduit par une hausse des cotisations du contrat à hauteur de 15 % sur l'incapacité et sur l'invalidité. Les autres risques susceptibles d'être couverts au choix de l'agent ne sont pas impactés.

Par ailleurs, le Centre de Gestion, dont la convention prévoyance serait touché par la mise en conformité issue du décret 2022-581 du 20 avril 2022 faisant suite à l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 qui prévoit un certain nombre d'ajustements, mais également une clause en son article 4 qui précise que « *Lorsqu'une convention de participation est en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2022, les dispositions de la présente ordonnance sont applicables à l'employeur public qui l'a conclue à compter du terme de cette convention* ».

A la lecture de cette extrait, le Centre de Gestion du Pas-de-Calais comme bon nombre d'autres, semblait donc exonéré de toute mise en conformité avant le terme de notre convention prévu en 2027. Par ailleurs, de nombreux articles, des focus des assureurs et des mutuelles convergeaient en ce sens.

Fin août 2024, un courrier de RELYENS reprenant une analyse juridique d'un cabinet d'avocats et les observations croisées de la Fédération Nationale des Centres de Gestion ainsi que les réponses de la DGCL reviennent sur cette position et nous informe de l'obligation de mise en conformité avec le décret 2022-581. Les services du Centre de Gestion ont donc pris l'attache d'autres interlocuteurs, courtiers, mutuelles qui proposent également ce type de contrats et la plus connue au sein de la Fonction Publique Territoriale, revoit son offre prévoyance pour le 1<sup>er</sup> janvier 2025 afin de faire bénéficier les agents adhérents de la participation employeur, qui faute de mise en conformité, ne pourrait plus être versée.

Dans la mesure où notre contrat initial prévoit une tarification qui respecte aussi bien le pourcentage de remboursement minimum à hauteur de 90 % et la tarification de l'invalidité notre contrat peut faire l'objet d'une adaptation au texte. Ainsi sans modification du périmètre des garanties, (taux et % étant initialement prévus au contrat), cette adaptation n'a pas pour conséquence une modification économique substantielle du marché initial. Dès lors une nouvelle consultation n'est pas requise.

Les modifications qui interviennent sur notre contrat actuel reposent sur les points suivants :

- L'assiette de cotisations : celle-ci est désormais obligatoirement composée du traitement brut indiciaire, de la nouvelle bonification indiciaire et du régime indemnitaire servi à l'agent.

TBI + NBI + RI

(Fin du choix de l'agent d'incorporer ou non son régime indemnitaire).

- Formule d'adhésion : Suppression des formules d'adhésion à hauteur de 80 % et de 85 %. La garantie minimale est donc de 90 %. (Maintien de la formule à 95 % car supérieure aux exigences du décret).

- Garanties minimales : désormais la garantie minimale obligatoire pouvant être souscrite est composée des risques Incapacité et Invalidité. (Impossibilité de souscrire la garantie invalidité seule)

Compte tenu de ce qui précède, il convient d'actualiser le tableau des garanties et taux pouvant être souscrits par les agents à effet du 01/01/2025.

Taux 2025	Couverture à 80 %	Couverture à 85 %	Couverture à 90 %	Couverture à 95 %
Incapacité	Suppression	Suppression	1.98 %	2.25 %
Invalidité	Suppression	Suppression		
PDR en rente*	Suppression	Suppression	0.44 %	0.49 %
PDR en capital*	Suppression	Suppression	0.23 %	0.24 %
Décès	Suppression	Suppression	0.30 %	0.30 %

(\* PDR Perte de retraite).

Les agents pourront, compte tenu des modifications apportées au contrat, revoir leurs conditions d'adhésion en modifiant le taux de couverture souscrit actuellement ou les garanties figurant dans leur formulaire d'adhésion et ceci afin de pouvoir bénéficier de la garantie minimale fixée par le décret avec une augmentation minime de la cotisation.

Le contenu de la présente délibération sera communiqué aux collègues et aux adhérents sur ce volet Prévoyance, afin qu'une information complète précise et claire soit donnée aux agents sur les nouvelles conditions du contrat. Un document synthétique reprendra les différentes possibilités en fournissant les explications nécessaires.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *PREND ACTE et ACCEPTE* l'augmentation tarifaire à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2025 relative à la convention de participation Prévoyance dans le cadre de la Protection Sociale Complémentaire des agents ;

- ♦ *AUTORISE* le Président à signer tous les actes relatifs à la mise en œuvre de cette modification et notamment l'avenant modificatif actant les différents points repris ci avant.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIERE, le 15 octobre 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY